



Hillary Clinton : “ Nous continuerons à faire tout notre possible pour protéger Achraf.”

*Audition de la Secrétaire d'Etat
Hillary Clinton à la Commission des
Affaires étrangères de la Chambre des
Représentants des Etats-Unis sur les
priorités de la politique étrangère,
le 1er mars 2011.*

Lire page 2



Maryam Radjavi : Le soulèvement jusqu'à la victoire et la liberté

*La révolte continue
en Iran : manifestations
étendues les 1 et 8 mars*

Lire page 3



- **Rassemblement à Paris
devant l'ambassade des
mollahs**
Lire page 4
- **Le blocus médical se
durcit contre Achraf:
obstacle à l'hospitalisation
d'un malade urgent**
Lire page 4
- **Les exécutions collectives
se poursuivent en Iran**
Lire page 4

Hillary Clinton : “Nous continuerons à faire tout notre possible pour protéger Achraf”

Le 1er mars la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton a été auditionnée à la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants sur les priorités de la politique étrangère américaine, à propos de la révolte en Iran, de l'inscription des Moudjahidine du peuple (OMPI) sur la liste du terrorisme et de la protection du camp d'Achraf en Irak. Extraits du Verbatim :

Ileana Ros-Lehtinen (Rép) présidente de la Commission :

J'appelle la Secrétaire d'Etat à la protection américaine des résidents du camp d'Achraf. Ce sont des opposants iraniens, membres de l'opposition, qui résident dans cette installation en Irak, que les autorités irakiennes harcèlent et auxquels elles font du tort sur l'injonction du régime iranien.

Le Représentant (Dém) Brad Sherman :

A propos d'une organisation connue sous le nom d'OMPI, la cour d'appel du District de Columbia a demandé au Département d'Etat de réviser sa décision. Un nombre d'experts respectés en politique étrangère ont dit que l'OMPI devrait être radiée de la liste. C'est la seule chose sur laquelle Howard Dean [ancien président du parti démocrate] et John Bolton [ancien sous-secrétaire d'Etat du président Bush] sont d'accord (éclat de rire d'Hillary Clinton), sans mentionner le général James Jones, Bill Richardson et Lee Hamilton récemment.

J'avais demandé un briefing classifié de la sous-commission concernée, le Département d'Etat a refusé à cause d'un litige, et c'est la communauté du renseignement qui l'a fait. Et franchement, après ce briefing classifié, j'ai pensé que sans doute rien n'avait été fait en ce siècle qui justifie la présence de l'OMPI sur cette liste et cela a fourni des munitions substantielles à l'idée que l'OMPI est sur la liste dans le cadre de l'offre de paix ou d'une concession à Téhéran. Aussi j'espère que, vous réviserez personnellement la décision que la cour a ordonnée à votre département de réviser.

Le Représentant (Rép) Ted Poe :

Je crois comme vous profondément que tout un chacun dans le monde entier a ce désir ardent de liberté. Je crois qu'il existe aussi probablement en Iran. Nous avons beaucoup d'Américains ici, qui sont d'origine iranienne, beaucoup d'entre eux ont de la famille au camp d'Achraf, beaucoup d'entre eux ont perdu des parents, beaucoup d'entre eux ont été tués au camp d'Achraf. Ils ont de la famille en Iran et je crois que ces jeunes gens en Iran ont cet esprit de liberté.

J'ai une question dont je ne connais pas la réponse. Les États-Unis à travers l'histoire prennent généralement position en faveur d'un pays pour éventuellement soutenir les rebelles, ou ceux qui veulent s'emparer du contrôle de ce pays. Nous avons pris cette décision en Libye, je crois que l'administration a utilisé ce terme de soutien aux rebelles. Parfois nous le faisons, parfois non. Je pense qu'il n'y a pas de plus grand tyran sur terre que le petit gars dans le désert, Ahmadinejad, avec la façon dont il traite son peuple et qu'il déclare vraiment la guerre à tout le monde. Quand nous arrivons au point où notre pays prend ces décisions, comme nous l'avons fait avec la Libye, quand arriverons-nous au point de lui dire: « il faut partir » ? Nous avons pris cette décision pour la Libye quand allons-nous prendre cette décision pour l'Iran, pour lui dire: « il faut partir »

Hillary Clinton:

Je pense que nous devons soutenir ceux qui luttent et se battent pour leur propre liberté dans le pays et nous le faisons pour l'Iran. Mais il est regrettable que ce régime ait exercé une telle oppression contre



son propre peuple, ait fait tout son possible pour détruire l'opposition.

Nous soutenons et continuerons à soutenir et ferons entendre bien fort notre soutien, mais nous regardons aussi ces moments, ces charnières de l'histoire où il y a une masse critique suffisante de gens qui sont prêts à défendre leurs droits. Malheureusement, dans de nombreux pays cela a pris longtemps comme en Union soviétique, comme vous le savez, et quand le pays a commencé à bouger, alors nous y étions pour commencer à les soutenir. Nous voyons cela maintenant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'Iran est un cas plus difficile, mais nous allons faire tout notre possible pour soutenir ceux qui veulent la liberté

Permettez-moi de dire aussi, parce qu'il y a eu plusieurs références au cours de l'audience à l'OMPI et je sais qu'il y a de nombreux représentants ici dans le public et que la commission sait bien que le 16 juillet 2009, le tribunal de Washington DC a ordonné au Département d'Etat de permettre à l'OMPI de répondre à des parties non classées du dossier administratif pour le réexamen de l'inscription sur la liste des organisations terroristes étrangères. Donc nous sommes en train de réexaminer l'inscription conformément ►►

“
L'Iran est un cas
difficile, mais
nous allons
faire tout notre
possible pour
soutenir
ceux qui veulent
la liberté.

—
Hillary Clinton

►► à la décision de la cour et du droit applicable et ce réexamen résultera dans une nouvelle décision concernant l'inscription de l'OMPI.

Ted Poe: Quand pensez-vous prendre cette décision?

Hillary Clinton : Vous savez, c'est de la procédure, il s'agit de considérations et de réexamens très importants et vous savez que dès que nous le pourrons, nous prendrons cette décision.

Ted Poe: J'ai rencontré avec d'autres le Département d'Etat, la CIA et j'ai assisté à des briefings classifiés et j'encouragerai juste le Département d'Etat, sur la base de tout ce que je sais, à prendre cette décision. Je suis de ceux qui pensent bien sûr que nous devons les retirer de la liste. Nous espérons que le Congrès n'aura pas à prendre cette décision et nous espérons que le Département d'Etat le fera. Mais je demanderai si de nouvelles informations arrivent que le Département d'Etat nous en fasse part dans un briefing classifié afin que nous obtenions cette information.

La dernière question sur laquelle j'allais faire des observations et qui me préoccupe, porte sur les résidents du camp d'Achraf. Ils sont nerveux, leurs proches sont nerveux parce que le temps ne joue vraiment pas en leur faveur, à mes yeux. Comment pensez-vous - juste votre avis - que cela va se passer quand nous serons partis ? Les gens du camp d'Achraf vont être déplacés de la frontière, ils vont aller en Iran, ils vont aller en Europe ? Comment voyez-vous ça ?

Hillary Clinton: D'abord, permettez-moi de dire que nous surveillons très attentivement la situation. Nous essayons d'enquêter sur toutes les affirmations qui sont faites, nous savons que sous notre supervision et notre pression la nourriture et le carburant en quantité suffisante y entrent. Mais nous savons aussi que des provocations constantes existent. Nous sommes donc dans un dialogue quotidien avec le gouvernement irakien et les Nations Unies et nous continuerons à faire tout notre possible pour les protéger.

Maryam Radjavi : le soulèvement jusqu'à la victoire et la liberté



Dans les multiples manifestations courageuses les 1er et 8 mars, des accrochages ont eu lieu dans plusieurs points de Téhéran. De partout montaient les cris "A bas le dictateur" et "Mort à Khamenei", qui cristallisent désormais les revendications d'un peuple décidé à se débarrasser de cette tyrannie toute entière. Dans certains quartiers, les pasdaran ont ouvert le feu sur la foule, faisant des blessés. Le 1er mars, sur la place Sadeghieh des jeunes intrépides ont brûlé un portrait du guide suprême des mollahs. Le 8 mars c'est un poster qui a été suspendu disant "Dictateur salue ta fin".

Les jeunes et surtout les femmes ont bravé le 8 mars les interdictions de manifester en descendant en grand nombre dans les rues. Leur courage a quasiment

neutralisé l'effet dissuasif d'un imposant dispositif de sécurité - un total de 60.000 agents - sillonnant par hordes sauvages les artères de la capitale et des grandes villes. D'innombrables arrestations ont eu lieu. On a relevé aussi beaucoup de blessés sous les coups de matraque. Le régime a de nouveau été pris de court par l'ampleur du mouvement.

La présidente élue de la Résistance iranienne, Maryam Radjavi, a salué les manifestants, ajoutant que "les protestations du peuple iranien montrent que le régime du guide suprême est incapable de mater la révolte et qu'il sera vaincu".

"La Résistance iranienne a vivement condamné à maintes reprises les menaces et les restrictions imposées par la faction au pouvoir et Khamenei en personne

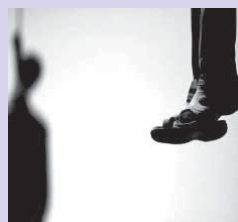
à Messieurs Moussavi et Karroubi, tenant Khamenei pour responsable de toute agression et cruauté à leur encontre, leur famille et leurs collègues, ou leur arrestation et des actes terroristes les visant."

Mme Radjavi a appelé tous les gouvernements et les instances internationales à faire pression sur les mollahs pour qu'ils relâchent les personnes arrêtées dans les manifestations des 1er et 8 mars et tous les prisonniers politiques, et faire lever les restrictions et limitations cruelles qui leurs sont imposées.

Elle a rendu hommage au courage des femmes et des jeunes. Vous avez célébré de la manière la plus noble et la meilleure qui soit le 100e anniversaire de la journée internationale des femmes, a-t-elle dit aux manifestantes, en vous soulevant contre le pouvoir misogyne des mollahs.

Mme Radjavi a appelé les Iraniens à étendre l'insurrection et les protestations pour la Fête du Feu le 15 mars. «Vous devez faire de la Fête du Feu, un soulèvement contre le fascisme religieux au pouvoir, un soulèvement pour la liberté, l'égalité et la démocratie.»

Iran : 11 exécutions en deux jours



Parallèlement aux manifestations téméraires des Iraniens et pour créer un climat de terreur, le régime inhumain des mollahs continue les exécutions collectives de prisonniers. Mardi 1er mars, dix détenus ont été pendus dans les prisons de Djiroft, Bam et Chiraz (médias officiels et site du parquet de la province de Fars). Le lendemain un jeune de 24 ans a été exécuté dans la prison de Sedeh (province centrale d'Ispahan).

Ainsi le nombre d'exécutions annoncées par les médias officiels en 2011 atteint les 117. Or les autorités judiciaires criminelles reconnaissent aussi procéder à des exécutions clandestines. Le procureur de la révolution d'Ahwaz (sud-ouest de l'Iran) a parlé le 26 février « de plus d'une quarantaine d'exécutions ces sept derniers mois à Ahwaz » (site du parquet du Khouzistan, 26 février). Des pendaisons dont nul média n'avait parlé jusqu'à présent.



Protestations journalières devant l'ambassade des mollahs à Paris

Les manifestants de la place Iéna tiennent leur rassemblement de protestation à Paris devant l'ambassade des mollahs tous les jours. Ils soutiennent le soulèvement en Iran, dans une grande chaîne d'actions similaire des sympathisants du CNRI à travers toute l'Europe et l'Amérique du Nord.

Des personnalités et défenseurs des droits de l'homme sont venus les encourager. **Yves Bonnet**, préfet honoraire et ancien directeur de la DST, est passé leur dire que « de tous les événements, de toutes les révolutions qui secouent actuellement le Proche et le Moyen-Orient, le plus important est celui non pas qui reste à venir, mais qui a commencé à se dérouler en Iran ». « Votre présence est un élément important pour la population française qui remarque, manifestation après manifestation, que la résistance iranienne est bien vivante. »

Anissa Benameur, ancienne ministre algérienne de la formation et de l'emploi (1992), s'est rendue au sit-in le 3 mars. « Nous partageons avec vous cette lutte. Nous vous admirons, très sincèrement, de fait que vous soyez là tous les jours à faire connaître votre cause. Je vois votre détermination, votre courage, juste à côté du régime qui doit partir. Et s'il ne part pas aujourd'hui, il partira demain, c'est sûr. C'est un régime qui n'a pas sa place dans un monde de démocratie. » leur a-t-elle assuré.

Pierre Berçis, président des Nouveaux Droits de l'Homme (NDH) est venue témoigner de sa solidarité : « Dénoncer l'armement nucléaire de l'Iran est un impératif catégorique immédiat. Mais, au-delà des enjeux stratégiques, la sauvegarde des vies humaines est un devoir permanent pour qui prétend être démocrate », a-t-il souligné.

« D'ores et déjà, NDH demande que les bourreaux d'un peuple qui a su, sans succès, protester comme le peuple tunisien, soient identifiés et informés qu'ils auront des comptes à rendre au nom des droits universels de l'Homme, » a-t-il rappelé.

Renée Le Mignot, vice-présidente du MRAP, a tenu à apporter « la solidarité du MRAP au peuple iranien qui manifeste une fois encore, contre la tyrannie. Rien ne peut faire taire un peuple qui a soif de liberté. Ces soulèvements sont à mettre dans la ligne du vent de la liberté qui souffle sur un certain nombre de pays arabes. Vous l'avez dit, Ben-Ali est parti, Khamenei doit partir. Et puisque nous sommes bientôt le 8 mars, Journée internationale des droits de la femme, une pensée particulière pour ces femmes iraniennes courageuses. »



Yves Bonnet



Anissa Benameur



Pierre Berçis



Renée Le Mignot

Les forces de Maliki empêchent l'hospitalisation urgente d'un Achrafien

Les forces répressives irakiennes sous le commandement de Nouri al-Maliki empêchent l'hospitalisation d'un Achrafien gravement malade, Kazem Nematollahi qui souffrent d'insuffisance rénale des deux reins et qui nécessite une dialyse urgente, sa vie étant gravement en danger.

Après que le patient et les représentants d'Achraf se soient présentés à de multiples reprises à la clinique d'Achraf qui est occupée par les forces armées irakiennes, il devait être transféré à Bagdad le 3 mars pour y être opéré. Cependant, Omar Khalid, le directeur irakien de la clinique a annulé le déplacement à la dernière minute.

Déjà le 17 janvier 2010, un médecin irakien lui avait prescrit une série d'examen qui n'avait pu être faits à cause d'obstacles similaires. Lors d'une autre consultation le 25 janvier 2010, un médecin irakien avait diagnostiqué que ses reins allaient cesser de fonctionner à cause des retards mis dans son traitement. Le médecin avait prescrit une dialyse urgente. Néanmoins, rien n'a encore été fait, et son état de santé se dégrade de jour en jour. Depuis novembre 2010, ses rendez-vous médicaux à Bagdad ont été annulés à quatre reprises par les agents irakiens, et dans deux cas où il a réussi à se rendre à l'hôpital, il n'a rien pu y faire.

Depuis la fondation du camp d'Achraf en 1986 jusqu'à ce que sa protection soit transférée aux forces irakiennes, les problèmes médicaux des Achrafiens étaient traités à leurs propres frais et par des relations directes avec des centres médicaux irakiens. Mais depuis le début de 2009, un blocus médical inhumain a été imposé contre Achraf qui a causé la mort de deux patients en décembre 2010.

Tout en rappelant que les restrictions médicales systématiques sont de clairs exemples de crimes contre l'humanité dont les auteurs sont passibles de poursuites et de châtiments, la Résistance iranienne appelle le Secrétaire général de l'ONU et son représentant spécial en Irak ainsi que l'ambassadeur américain et le commandant des forces américaines en Irak à faire cesser ce blocus inhumain et à sauver la vie des malades graves. Les résidents d'Achraf doivent avoir un accès libre aux soins médicaux.